



RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

NOTE AUX DÉCIDEURS POLITIQUES

SITUATION AGRICOLE, ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

—
Cette note a été produite par le Secrétariat exécutif du CILSS et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE). Elle s'appuie sur les conclusions des réunions annuelle et restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), tenues respectivement les 3-5 décembre 2018 à Banjul et les 1 & 4-5 avril 2019 à Bruxelles ; cette dernière s'est inscrite dans le prolongement de la conférence « Alimentation et agriculture en temps de crise » du Réseau mondial contre les crises alimentaires.

—



À PROPOS

Créé en 1984 et placé sous le co-pilotage politique de la CEDEAO et de l'UEMOA, le RPCA a pour mission de construire une vision consensuelle de la situation alimentaire et nutritionnelle et de promouvoir le dialogue et la coordination pour nourrir la prise de décision et rendre les interventions plus efficaces.

- 1.** La campagne agropastorale 2018-19 a été globalement bonne mais la chenille légionnaire d'automne demeure une menace régionale pour les cultures. La production céréalière est évaluée à 73.2 millions de tonnes dans l'espace CEDEAO, UEMOA et CILSS, soit des hausses respectives de 17.7 % et de 6.6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et à celle de la campagne précédente. Toutefois, quelques pays enregistrent des baisses significatives comparativement à la production de la dernière campagne, notamment en Gambie (-23.4 %) et en Sierra Leone (-15.7 %). La production d'oléagineux et de légumineuses s'établit quant à elle à 26.4 millions de tonnes, soit une augmentation de 30 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production de racines et tubercules, estimée à 185 millions, est en hausse de 19.9 % comparativement à la moyenne quinquennale. La production de fourrage est relativement bonne, mais l'accès aux pâturages demeure difficile dans les zones d'insécurité au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Nigéria et au Tchad. Des risques d'épizootie sont à craindre en raison de la forte concentration du bétail dans les rares zones de pâturage facilement accessibles. Les marchés sont relativement bien approvisionnés. Les prix des céréales locales sont globalement en baisse, à l'exception de certains pays où l'inflation est plus élevée (Ghana, Libéria, Mauritanie, Nigéria et Sierra Leone).
- 2.** L'insécurité alimentaire et nutritionnelle persiste dans les zones d'insécurité (Nord et Ouest du Tchad, Ouest et Est du Niger, Nord-Est du Nigéria, Est et Nord du Burkina Faso, Centre et Nord du Mali) ainsi que dans le Sud-Est de la Mauritanie. Sur l'ensemble de la région, 4.8 millions de personnes ont besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle, dont 2 millions au Nigéria. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, près de 9.7 millions de personnes risquent d'être affectées pendant la soudure (juin-août 2019), dont 450 000 en phase d'urgence réparties comme suit : 308 000 au Nigéria ; 41 000 en Mauritanie ; 30 000 au Niger ; 26 000 au Burkina Faso ; 24 000 au Mali et 22 000 au Tchad.
- 3.** La prévalence de la malnutrition aiguë globale dépasse le seuil d'urgence (> 15 %) dans plusieurs zones au Tchad, au Nord-Est du Nigéria, au Niger, en Mauritanie, au Burkina Faso, en Gambie, au Mali et au Sénégal. Chaque année, près de 20 millions d'enfants de moins de 5 ans (soit 1 enfant sur 3 de ce groupe d'âge) souffrent de malnutrition chronique et environ 1 femme sur 2 d'anémie. Les coûts sociaux et économiques de ces fléaux sont énormes, pouvant représenter plus de 10 % du PIB dans certains pays. Face à la situation, le RPCA a adopté une Déclaration commune à Banjul : i) rappelant que la vulnérabilité nutritionnelle, combinée à la fragilité économique et à la précarité de l'emploi pour les jeunes et les femmes nourrissent le terreau des instabilités et des crises sécuritaires et ; ii) exhortant les parties prenantes à agir dans la durée afin d'inverser les tendances nutritionnelles négatives.
- 4.** L'évaluation faite dans le Liptako-Gourma confirme que la crise sécuritaire persistante exacerbe la précarité alimentaire et nutritionnelle sous-tendue par des facteurs structurels de vulnérabilité (pauvreté, croissance démographique, chômage des jeunes et insuffisance des services sociaux de base). En plus des flux de réfugiés et de déplacés internes, elle a également entraîné la fermeture de plus de 2 000 écoles faisant l'planer e risque de générations non éduquées.

RECOMMANDATIONS

À la CEDEAO, à l'UEMOA, au CILSS et à leurs États membres :

- ▶ **Recommandation 1** : Trouver rapidement des solutions durables (politiques, économiques et sociales) permettant de s'attaquer aux causes profondes des problèmes, afin de mettre fin à la spirale transnationale de conflits intercommunautaires qui ébranlent la région.

À la CEDEAO :

- ▶ **Recommandation 2** : Organiser d'urgence une concertation de haut niveau sur les zones transfrontalières en crise sécuritaire autour du nexus humanitaire-développement-paix.

À l'ensemble des parties prenantes (acteurs humanitaires, de sécurité et de développement) :

- ▶ **Recommandation 3** : Fédérer davantage les efforts pour mettre en œuvre des approches mieux coordonnées de planification et d'intervention centrées sur le renforcement de la résilience des populations.

Aux États :

- ▶ **Recommandation 4** : Conduire des évaluations de l'efficacité de l'assistance alimentaire et nutritionnelle mise en œuvre dans les zones en crise sécuritaire.

Aux trois OIG (CEDEAO, UEMOA et CILSS), à leurs États membres, avec l'appui de leurs partenaires :

- ▶ **Recommandation 5** : Mettre en œuvre des approches préventives, locales et communautaires s'attaquant à toutes les formes de la malnutrition, y compris celles émergentes dans la région que sont le surpoids et l'obésité).
- ▶ **Recommandation 6** : Mobiliser les ressources nécessaires pour accélérer la mise à l'échelle d'approches multisectorielles de nutrition associant des mesures de traitement, de prévention et de protection sociale.
- ▶ **Recommandation 7** : Mettre en œuvre une réponse régionale, coordonnée et cohérente face à la chenille légionnaire d'automne, à travers notamment :
 - l'intensification de la recherche de pesticides et de méthodes de lutte contre le ravageur ;
 - l'accélération de la mise en œuvre des mécanismes de veille aux échelles locale, nationale et régionale.

IMPLICATIONS MAJEURES POUR LA CEDEAO, L'UEMOA ET LE CILSS

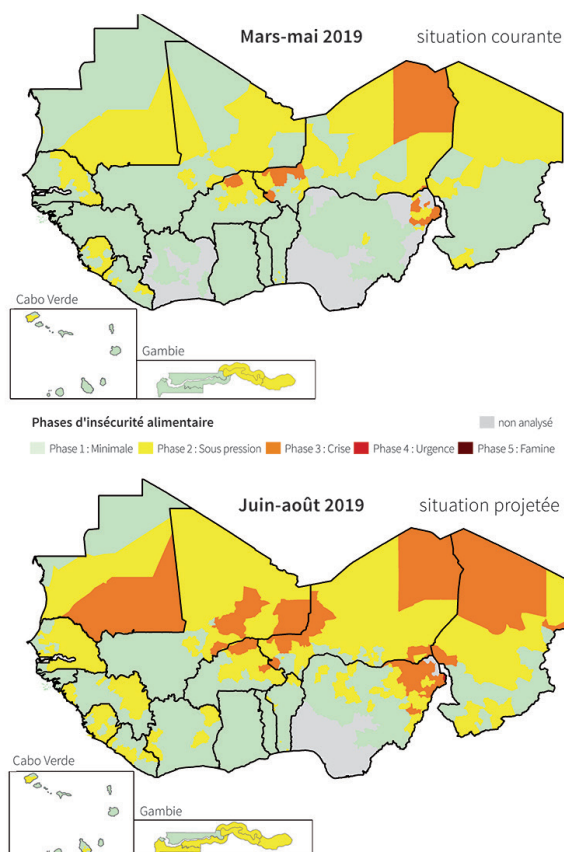
Pour faire face à la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle aggravée par la crise sécuritaire persistante :

- ▶ Organiser aussi rapidement que possible une concertation de haut niveau sur les zones transfrontalières en crise sécuritaire centrée sur le nexus humanitaire-développement-paix ;
- ▶ Organiser une consultation restreinte avec les pays (y compris les gouvernements centraux et locaux, la société civile, les autorités coutumières et religieuses, etc.) concernés par la spirale transnationale de conflits intercommunautaires en vue de rechercher des solutions inclusives et durables s'attaquant aux causes profondes du problème.

Au regard de la situation alimentaire et nutritionnelle en général :

- ▶ Prendre les dispositions nécessaires, en coopération avec les États, en vue de la mise en œuvre de la Déclaration de Banjul sur l'inversion des tendances nutritionnelles négatives et dévastatrices ;
- ▶ Organiser une consultation technique des trois OIG (CEDEAO, UEMOA et CILSS) afin de produire une feuille de route conjointe pour une réponse régionale coordonnée à l'invasion de la chenille légionnaire d'automne.

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST



Source : Analyse du Cadre harmonisé, atelier régional de validation, Cotonou, mars 2019

© Cartes réalisées par CILSS/Agrhymet